

# Statement

Secretary of  
State for  
External Affairs



# Déclaration

Secrétaire d'État  
aux Affaires  
extérieures

91/42

TEL QUE PRONONCÉ

## NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DE

L'HONORABLE BARBARA MCDOUGALL,

SECÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

DEVANT LA

FÉDÉRATION MONDIALE POUR LES NATIONS UNIES

**MONTRÉAL (Québec)**  
**Le 24 septembre 1991**

Votre Honneur le Maire, Monsieur le Président, distingués invités.

Je suis très heureuse de me retrouver à Montréal ce soir à la veille de mon discours inaugural à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

Le Canada a toujours été l'un des plus ardents partisans de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Et bien des Canadiens qui ont contribué à forger les liens qui unissent le Canada aux Nations Unies étaient originaires de la ville de Montréal et de la province de Québec.

Montréal a aussi fait très bon accueil à nombre d'organisations internationales comme l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Et je me joins au maire de Montréal pour accueillir le Comité exécutif de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies qui étudiera cette semaine la création d'un Institut mondial pour les Nations Unies dans cette grande ville.

Je voudrais aussi reconnaître le bon travail de votre président, M. Maurice Strong, qui représente fort bien l'énergie et le dynamisme de votre Fédération et de ses associations membres. M. Strong continue notre longue tradition d'appui et de service aux Nations Unies et à la famille onusienne.

Les Canadiens ont toujours joué un rôle de premier plan à l'ONU. Notre pays a été l'un des 51 signataires originaux de la Charte des Nations Unies à San Francisco!

Et même dans ses jours les plus sombres - et il y en a eu quelques-uns! - le Canada n'a cessé d'appuyer les idéaux des Nations Unies et de les promouvoir dans le monde.

En fait, ce sont les Canadiens qui ont inventé le concept du maintien de la paix!

Les Canadiens et leur unique ensemble de valeurs ont grandement contribué à encourager la croissance et à renforcer l'influence de l'ONU. Les peuples du monde voient le Canada comme un témoignage vivant des avantages d'une société fondée sur les principes de la justice sociale, de la tolérance, de l'équité et du respect de la diversité.

Ces principes - que nous avons aussi défendus dans d'autres grandes organisations internationales comme le Commonwealth, la Francophonie et le Groupe des Sept - nous ont permis de présenter une perspective unique qui a ultimement favorisé le progrès et l'harmonie dans le monde.

Ces principes sont aussi importants pour les Canadiens que pour le reste de la communauté des nations.

Le Canada vit aujourd'hui une date importante de son histoire. En tant qu'ardents partisans de l'ONU, je sais que vous suivez aussi de près les grands développements politiques dans ses États membres.

Comme nombre d'autres pays du monde, le Canada réévalue actuellement ses propres structures politiques internes.

Ce matin, le Premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, et le ministre responsable des Affaires constitutionnelles au Canada, M. Joe Clark - mon prédécesseur comme secrétaire d'État aux Affaires extérieures et un ardent partisan de l'ONU, de ses principes et de ses activités -, ont annoncé les modalités d'un grand processus national qui donnera aux Canadiens la possibilité d'explorer un nouveau cadre de cohabitation dans ce pays.

Cette entente repose essentiellement sur un énoncé des valeurs qui unissent tous les Canadiens, y compris la reconnaissance de la dualité linguistique du Canada et du fait que le Québec constitue une société distincte à l'intérieur du Canada en raison du caractère unique de sa langue, de sa culture et de son régime de droit civil.

Comme valeurs de base, il faut aussi mentionner l'égalité entre la femme et l'homme, la reconnaissance et la protection des diverses cultures et l'objectif du développement durable.

Ces valeurs seront enchâssées dans ce que l'on appelle la «Clause Canada» de la Constitution canadienne, et le caractère distinct du Québec sera reconnu dans la Constitution ainsi que dans la Charte des droits et libertés.

Mais les propositions présentées aujourd'hui débordent nettement les principes de base et les grandes valeurs.

Nous rechercherons par exemple des façons de rendre le gouvernement et l'administration gouvernementale plus efficaces. Le Canada, comme les autres pays, est confronté à une situation où l'on s'attend à ce que les représentants élus fassent toujours plus avec des ressources publiques qui ne cessent de diminuer.

Nous tenterons d'éliminer les chevauchements et l'inefficacité et d'introduire une logique moderne dans l'allocation des responsabilités entre les divers paliers de gouvernement.

Nous examinerons des moyens de renforcer l'union économique canadienne de sorte que nous soyons mieux placés pour relever les difficiles défis posés par le marché international.

Nous examinerons également les responsabilités d'institutions aussi fondamentales que notre Sénat pour nous assurer que ces institutions fonctionnent d'une manière qui garantit une véritable représentation du peuple dans les grandes décisions qui affectent leur vie.

Je devrais mentionner que ce n'est que le début du processus. Un comité mixte spécial de la Chambre des communes et du Sénat visitera toutes les régions du pays pour entendre les vues des Canadiens sur 28 initiatives différentes.

La tâche ne sera pas facile, mais elle est importante pour tous les Canadiens.

Le Canada a été bâti sur la coopération et le compromis. C'est dans cet esprit que nous entreprenons cette nouvelle phase de notre fière histoire; et c'est pourquoi je crois que ces discussions donneront un Canada plus fort et plus uni.

Et un Canada plus fort aura une voix plus forte dans la communauté internationale.

Cela est important alors que le Canada, comme les autres membres de l'ONU, examine les changements fondamentaux qui se produisent aujourd'hui dans le monde : des changements significatifs, profonds et complexes en Union soviétique et en Europe de l'Est; une possibilité de déblocage de l'impasse au Moyen-Orient; la reconnaissance des nouveaux défis posés à notre planète, comme les atteintes à l'environnement naturel, la fragilité du tissu socio-économique de plusieurs pays en développement et les effets potentiellement déstabilisateurs de vagues d'émigration sans précédent.

Heureusement, le contexte international de ces changements semble s'être amélioré; mais les défis eux-mêmes n'en restent pas moins formidables.

Je crois que notre génération a une occasion unique d'améliorer les structures et les instruments dont nous disposons pour instaurer l'ordre et la justice dans le monde.

Et l'Organisation des Nations Unies est au centre de ce nouvel ordre.

Pendant la dernière année, l'ONU a montré une nouvelle capacité de servir les peuples du monde par une action collective contre l'agresseur pendant la crise du Golfe ainsi que par ses autres initiatives sociales, économiques et humanitaires.

Et la semaine dernière encore, le Canada a demandé au Conseil de sécurité d'agir pour empêcher la détérioration de la situation en Yougoslavie.

Demain, dans mon discours à l'Assemblée générale, je me concentrerai sur un certain nombre de domaines clés, dont :

- le renforcement général de l'ONU pour garantir le respect de la règle de droit dans les relations internationales;
- le développement d'une volonté politique collective d'obtenir des réductions véritables et durables dans les armements;
- l'établissement de liens entre le processus de démocratisation et le régime de libre marché dans certains pays;
- la libéralisation du commerce mondial et la pleine intégration des pays en développement à l'économie internationale;
- la reconnaissance et le renforcement de la capacité qu'a l'ONU de protéger l'environnement; enfin et surtout :
- la nécessité de promouvoir et d'améliorer le respect des droits de la personne, surtout dans des domaines comme l'égalité des sexes.

C'est un programme d'action chargé et difficile, mais un programme qui montre l'importance et la pertinence que nous, Canadiens, attachons à l'ONU et à ses institutions.

C'est un programme qui révèle aussi l'importance de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies. Après tout, votre Fédération et vos 72 associations ont un lien direct avec les citoyens de vos pays. Comme le dit la Charte des Nations Unies : «Nous, peuples des Nations Unies...»

Cela est plus qu'une subtilité sémantique. Cela signifie que l'Organisation des Nations Unies doit trouver des moyens de représenter et d'aider tous les peuples du monde. Non seulement les États membres, non seulement les gouvernements, non seulement les diplomates et les bureaucrates, mais tous les peuples.

Et cela signifie que l'ONU ne doit pas se limiter à New York. Elle doit s'intéresser aux autres centres où des opinions sont exprimées, où des idées sont générées.

Mes amis, promenez-vous dans Montréal et vous trouverez une ville vraiment cosmopolite - une ville qui vibre au bruit de gens discutant des questions qui sont importantes pour les peuples du monde.

C'est une ressource naturelle bien plus importante que la brique et le mortier. Un Institut mondial a surtout besoin de s'inspirer d'idées et d'opinions.

Vous trouverez cette inspiration ici à Montréal.

Nos gouvernements ont appuyé la création de «la Société du Centre de conférence international» ici à Montréal pour vous fournir les structures et les organisations qui vous appuieront dans votre travail.

Mais c'est la population de Montréal, du Québec et du Canada qui vous donnera l'énergie et le désir de servir l'Organisation des Nations Unies et les peuples du monde.

Nous vous souhaitons bonne chance dans vos délibérations, et nous attendrons impatiemment vos décisions sur les futurs plans pour votre organisation.